

Pau, le 10 mai 2023

ARRETE N°AP-2023-0212

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route, et notamment les articles R.110-1 et suivants et R.415-6 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté municipal en date du 9 mars 1978 réglementant le régime de priorité sur toute les voies débouchant sur l'avenue Dufau ;

Considérant la mise en place d'un stop sur la rue des frères Wright débouchant sur l'avenue Dufau ;

Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'instaurer un régime de priorité à l'intersection formée par la rue des frères Wright et l'avenue Dufau ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – L'arrêté municipal en date du 9 mars 1978 qui réglementait le régime de priorité sur toute les voies débouchant sur l'avenue Dufau est abrogé.

**ARTICLE 2** – Les conducteurs circulant rue des frères Wright et débouchant avenue Dufau, doivent marquer un temps d'arrêt à la limite de la chaussée abordée, céder le passage aux véhicules roulant sur cette dernière voie et ne s'y engager qu'après s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans danger.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire dite « Stop » par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**0 7 JUIN 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire